Thomas Coutrot

« Libérer le travail » : une réponse à Gérard Grosse

Dans la dernière livraison (mai 2018) de la lettre de l’Institut de la FSU, Gérard Grosse a publié une longue et précise recension de mon livre « Libérer le travail. Pourquoi la gauche s’en moque et pourquoi ça doit changer ». J’en ai été d’autant plus heureux que Gérard est l’un des animateurs du « chantier travail » de l’Institut, chantier qui représente à mes yeux l’une des tentatives les plus remarquables du mouvement syndical français pour repenser l’intervention syndicale sur le travail réel.

En effet, les animateurs du chantier travail, dans les termes de l’un d’entre eux, Yves Baunay, visent depuis plus de 10 ans « la transformation du travail et du rôle des organisations syndicales dans la mise en mouvement des salariés, dans le développement de leurs capacités d’agir sur leur propre travail »[[1]](#footnote-1) : c’est précisément l’un des leviers les plus importants de la « politique du travail vivant » que je préconise dans mon livre, en m’appuyant sur des expériences comme celles de l’Institut, afin de reconstruire une perspective d’émancipation (et un rapport de forces social aujourd’hui bien déséquilibré).

Gérard retrace fort bien les principaux moments de mon propos : la description du triste état du travail contemporain ; la grande difficulté de la gauche et du mouvement syndical à s’emparer de la question de la qualité et de l’autonomie du travail ; les initiatives marginales mais stimulantes des « managers humanistes » pour sortir de l’obsession de la prescription et du contrôle ; le rôle décisif des rapports de travail dans la formation des capacités démocratiques des citoyens ; la nécessité pour les travailleurs et la société de reprendre le contrôle sur le travail, ses moyens et ses finalités, pour sauver la démocratie et la planète ; les multiples initiatives déjà foisonnantes, du travail collaboratif, du *care*, des communs coopératifs, des entreprises autogouvernées..., qui dessinent un avenir vivant pour le travail.

Il émaille aussi, et c’est heureux, sa recension de quelques remarques critiques sur lesquelles j’aimerais ici rebondir afin de faire progresser le nécessaire débat. Gérard – comme d’autres lecteurs me l’ont fait remarquer - note le caractère un peu trop abstrait de mon chapitre sur « l’abstraction du travail » : je n’ai pas su rendre assez clair l’enjeu de ce processus d’abstraction. Par ailleurs il souligne que le « travail concret, réel est assez peu présent », ce qui est sans doute juste : je cite diverses études classiques de sociologues et d’ergonomes sur l’écart entre travail prescrit et travail réel mais n’ai pas mené d’enquête spécifique sur le sujet. C’est d’ailleurs une des priorités que je me fixe pour de prochains travaux.

Mais le principal reproche de Gérard Grosse, que je vais maintenant contester, est le suivant : malgré leur caractère très stimulant « les analyses de Thomas Coutrot n’emportent toutefois pas la conviction faute de parvenir à définir de façon satisfaisante ce ‘travail libéré’ qu’il appelle de ses vœux, d’une part, et, d’autre part, parce qu’il ne distingue pas l’autonomie dans le travail au niveau microsocial de l’équipe de travail ou de l’atelier, et l’autogestion principe d’organisation macrosocial ».

En me reportant à mon livre à la lumière de ce reproche, j’y ai pourtant trouvé plusieurs tentatives de définition de la « liberté du travail ». Dès l'introduction (p. 14), je m’interroge: " Quels pourraient être les fondements théoriques et politiques d’un mouvement visant la liberté du travail, c’est-à-dire une organisation du travail qui permette aux travailleurs de maîtriser leur travail et en tant que citoyens, d’en décider les finalités ?". Toujours dans l’introduction, je décris les principaux traits du travail dans le modèle, développé plus loin, de « l'entreprise autogouvernée » : « le profit n’est pas un but en soi mais un moyen d’atteindre une mission qualitative, d’ordre sociétal, déterminée par les parties prenantes à la vie de l’entreprise. Chacun.e prend librement les initiatives et les décisions qu’elle veut à l’intérieur de son champ de compétence, à condition d’avoir consulté les personnes concernées et en se guidant sur la raison d’être de l’entreprise. La répartition des compétences résulte elle-même d’un processus permanent de délibération qui permet d’adapter les structures et les activités de l’organisation à un environnement changeant. Les technologies sont au service du travail et non l’inverse ». Le chapitre sur « L’entreprise libérée, dérision managériale » décrit plus en détail comment pourrait fonctionner une entreprise réellement autogouvernée, bien loin des simulacres aujourd’hui mis en scène par certains grands groupes.

Ai-je échoué à établir un lien convainquant, c’est-à-dire à décrire les articulations théoriques, politiques et institutionnelles entre l'autonomie au travail et un projet autogestionnaire global ? C’est certain, car la tâche est titanesque et il serait bien prétentieux de ma part de prétendre surmonter dans un petit livre des décennies d’échec politique et intellectuel de la gauche.

En revanche je ne crois pas avoir confondu, comme Gérard me le reproche, l’autonomie au plan micro et l’autogestion au plan macro. J’évoque longuement l’expérience ouvrière italienne des années 1970, la tentative la plus aboutie à ce jour de penser et de construire un lien systématique entre le pouvoir d’agir ouvrier dans le travail et la transformation de la société. C’est d’ailleurs à partir de cette expérience que Bruno Trentin a développé sa critique de l’aveuglement de la gauche sur la question de l’organisation du travail et renoué avec les analyses géniales de Simone Weil.

Surtout, dans le dernier chapitre, j’essaie de proposer quelques articulations entre la libération du travail au niveau micro et la transformation sociale globale, à travers ce que j’ai appelé une « politique du travail vivant ». Gérard lui-même résume d’ailleurs assez bien mon propos : « pour cela les syndicats doivent dépasser avec les travailleurs « l’obscurité de l’activité » en menant un travail de confrontation méthodique des expériences et des points de vue, en menant l’enquête (au sens de Dewey). Il faut mettre en avant la qualité, celle des produits du travail et celle des rapports sociaux au travail … ce qui exige une refonte institutionnelle des entreprises (élargissement de ses finalités, démocratisation de sa gouvernance). Vaste programme, mais le syndicalisme aurait tout intérêt à s’y engager en multipliant des expériences avec des chercheurs en sciences du travail (et les alliances avec les mouvements écologistes), il y gagnerait en légitimité ».

Chez le philosophe John Dewey, une « enquête » est un processus par lequel les acteurs partent d’une « situation confuse et indéterminée » (ici la souffrance au travail, la perte de sens du travail, les inégalités et les pollutions qui s’originent dans le travail) pour d’abord la transformer en « problème » (ici, la liberté du travail), avant d’expérimenter des « solutions ». La première étape est donc de problématiser la situation: « sans problème, on tâtonne dans l’obscurité ».

Chacun voit que beaucoup de travailleurs, surtout des catégories populaires, vivent dans la souffrance et la précarité, que les entreprises ne s’intéressent qu’au rendement pour l’actionnaire, que les produits du travail aggravent la crise écologique. Pour nos élites, le problème que pose cette « situation confuse et indéterminée » est l’excès de protections salariales qui bloque l’initiative des entrepreneurs. Pour la droite extrême, le problème est l’étranger et le mondialisme. J’essaye de montrer dans le livre qu’il faut désigner comme problème l’absence de liberté dans le travail qui entrave la créativité et la responsabilité de tous.

Pour Dewey identifier ensemble un problème permet de constituer un « public », un groupe de personnes mobilisées autour du problème et décidées à expérimenter des solutions. Peut-on espérer constituer un « public » démocratique autour de la question de la liberté du travail ? Quelles expérimentations pourrait-on valoriser ou mener pour transformer la situation ? Voici une question sur laquelle j’aimerais que le débat se poursuive entre nous.

Le rôle du système éducatif est décisif dans la production de citoyens-salariés critiques, ou au contraire de salariés-consommateurs résignés. Or, malgré les dérives managériales de l’Éducation nationale, la liberté pédagogique n’est peut-être pas encore devenue un mot totalement creux. Il me semble que le développement du travail vivant des enseignants pourrait être l’un des fondements les moins difficiles à construire pour la politique du travail vivant que j’appelle de mes vœux.

1. Yves Baunay, « **La question du travail s’est invitée dans le débat politique », http://institut.fsu.fr/-Travail-et-syndicalisme-.html** [↑](#footnote-ref-1)